

**Le Grand Conseil  
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat  
des Kantons Bern**

Jeudi (matin) 2 juin 2016

## **Direction de la police et des affaires militaires**

### **48 2016.RRGR.261 Motion 049-2016 Fuchs (Berne, UDC)**

#### **Reitschule: faut-il attendre les premières victimes pour que les autorités politiques réagissent?**

|                       |                                   |
|-----------------------|-----------------------------------|
| N° de l'intervention: | 049-2016                          |
| Type d'intervention:  | Motion                            |
| Déposée le:           | 10.03.2016                        |
| Déposée par:          | Fuchs (Berne, UDC) (porte-parole) |
| Cosignataires:        | 0                                 |
| Urgence:              | accordée le 17.03.2016            |
| N° d'ACE:             | 502/2016 du 4 mai 2016            |
| Direction:            | POM                               |

#### **Reitschule: faut-il attendre les premières victimes pour que les autorités politiques réagissent?**

Le Conseil-exécutif est chargé :

1. d'intervenir auprès du Conseil communal de la Ville de Berne pour qu'il ferme la Reitschule pour au moins un mois ;
2. de faire en sorte que la Police cantonale éradique les zones de non-droit à l'intérieur et aux alentours de la Reitschule ;
3. d'employer tous les moyens juridiques à disposition, et ce immédiatement, pour mettre derrière les barreaux les auteurs des violences perpétrées à l'encontre des onze policiers et policières à la Reitschule ;
4. de déposer une initiative cantonale demandant un durcissement massif des sanctions dans les cas de violences contre les secours (police, sapeurs-pompiers, services sanitaires).

Développement :

La Suisse a pu constater une fois de plus que la Reitschule bernoise est un repaire d'anarchistes criminels. Les pompiers et les forces de l'ordre y ont été agressés avec des pierres de la taille de la main et des pièces d'artifice. Bilan : onze blessés dans les rangs de la police.

Un triste bilan – depuis des années, il ne s'est pas écoulé un seul mois sans que des policiers et policières ne soient agressés. Ces violences ont atteint leur paroxysme avec l'érection de barricades et leur mise à feu par deux gauchistes. L'indignation est grande, mais il ne fait pas de doute qu'une fois encore la coalition rouge-verte ne fera rien contre les extrémistes de la Reitschule. L'annonce ronflante du maire PS Alexander Tschäppät, comme quoi le dossier de la Reitschule était prioritaire, n'est que de la poudre aux yeux. C'est maintenant au canton de retrousser ses manches et de ne plus laisser le champ libre à des bonimenteurs.

#### **Réponse du Conseil-exécutif**

Le Conseil-exécutif condamne fermement les violences survenues début mars 2016 dans le périmètre de la Schützenmatte, de la Neubrückstrasse et de la Reitschule, lors desquelles des barricades ont notamment été érigées et les membres du corps de police délibérément visés par des jets de pierres. Commis par des groupuscules qui entrent dans la Reitschule et en sortent comme bon leur semble, de tels actes tendent de surcroît à s'intensifier.

1. Le directeur de la police et des affaires militaires a engagé le dialogue avec la Police cantonale (POCA), le préfet et des représentants de la Ville de Berne, notamment le maire et le conseiller municipal responsable de la sécurité, de l'environnement et de l'énergie. Les personnes impliquées ont convenu de la nécessité de mettre un terme à cette situation,

caractérisée par une alternance de violences et de reproches mutuels dont les médias se délectent, et de prendre toutes mesures nécessaires pour prévenir de nouveaux heurts. À cet égard, il semble peu pertinent de se limiter à une seule mesure. Par ailleurs, la Reitschule relevant du droit communal, c'est aux autorités municipales qu'il incombe en priorité d'y pérenniser la sécurité. Dès lors, le Conseil-exécutif propose le rejet du premier point de la motion.

2. et 3. Tous les moyens possibles sont examinés et seront mis en œuvre si les conditions le permettent. Comme cela a été exposé plus haut, il s'agit d'une situation récurrente. Profitant des failles du système de sécurité de la Reitschule, des auteurs de troubles l'utilisent comme base arrière pour lancer des opérations contre des membres des organisations de secours, et notamment de la police, mais aussi contre des tiers.

Du fait que les responsables de la Reitschule, mais aussi une partie du public allant aux manifestations culturelles entravent passivement, voire activement les investigations de la POCA, les auteurs peuvent se replier dans le bâtiment ou y commettre leurs méfaits, ce qui gêne à l'excès le déroulement des procédures pénales.

Comme le Ministère public de Berne-Mittelland et la POCA ont bien entendu ouvert les enquêtes pénales qui s'imposent, le Conseil-exécutif propose l'adoption et le classement de ces deux points.

4. À cet égard, le Conseil-exécutif renvoie à sa réponse à la motion 117-2015 Müller<sup>1</sup>. Le durcissement de la répression de certaines infractions doit toujours être précédé d'une réflexion d'ensemble sur le système des sanctions, pour exclure toute inégalité de traitement. Aujourd'hui, en cas de violence ou menace contre les autorités et les fonctionnaires, l'article 285 du Code pénal suisse du 21 décembre 1937 (CP ; RS 310.0) prévoit déjà une peine privative de liberté d'un à trois ans. Un projet d'harmonisation des peines (not. celles prévues par le CP) est en cours au niveau fédéral. Dans son avant-projet, le Conseil fédéral a prévu que la peine (pécuniaire) minimale de l'article 285, chiffre 2, 2<sup>e</sup> paragraphe CP passe de 30 à 90 jours-amende, « pour tenir compte de manière appropriée de la circonstance aggravante que constitue l'usage de violences ». Le Conseil-exécutif est favorable à ce changement.

Une initiative cantonale devrait en outre satisfaire les exigences d'une initiative et donc être formulée de manière concrète.

N'adhérant au présent point ni sous l'angle matériel ni du point de vue formel, le Conseil-exécutif en propose le rejet.

Proposition du Conseil-exécutif :

Vote point par point

Chiffre 1: rejet

Chiffre 2: adoption et classement

Chiffre 3: adoption et classement

Chiffre 4: rejet

**Le président.** Ich bitte die Ratsmitglieder, sich an ihre Plätze zu begeben und ruhig zu sein. Wir müssen Ihnen eine traurige Nachricht übermitteln, und ich möchte das in einem würdigen Rahmen machen. Bitte, nehmen Sie Platz. Unsere ehemalige Kollegin Vreni Kipfer ist gestern verstorben. Ich gebe Grossrätin Schenk das Wort.

**Marianne Schenk-Anderegg, Schüpfen (PBD).** Werte Anwesende, in den letzten Wochen durfte ich Vreni begleiten. Es ist mir ein grosses Anliegen, Ihnen ganz herzlich zu danken, dass Sie Vreni die Möglichkeit gegeben haben, sich in der letzten Session vom Rat zu verabschieden. In den

<sup>1</sup> <http://www.gr.be.ch/etc/designs/gr/media.cdwsbinary.DOKUMENTE.acq/a6ebdc31a3864d01a1563b1efd62fa84-332/3/PDF/2015.RRGR.347-GR-Wortlautdokument-F-118914.pdf>

letzten Wochen kam dies immer wieder zu Sprache, wenn wir zusammen diskutiert, zusammen geschwiegen, zusammen gelacht, aber auch zusammen geweint haben. Wir haben auch verschiedene Dinge angeschaut. Ich habe jeweils ein Spruchbüchlein zu Vreni mitgenommen, in das ich meine Lieblingssprüche geschrieben habe. Einen davon musste ich Vreni immer wieder vorlesen. Ich möchte ihn den Ratsmitgliedern vortragen und Vreni mit auf den Weg geben: «Und ihre Seele spannte weit ihre Flügel aus, flog durch die stillen Lande, als flöge sie nach Haus.»

**Le président.** Der Familie, den Angehörigen und den Freunden spreche ich unsere Anteilnahme aus. Ich bitte die Anwesenden, sich zu einer Gedenkminute zu erheben.

*L'assemblée se lève pour une minute de silence.*

**Le président.** Aufgrund der Umstände verzichte ich auf die Bärengeschichte. Folgende Mitteilung möchte ich noch machen: Die Stimmenzählenden waren gestern sehr fleissig und haben es geschafft, gegen jede Kalkulation und das Zeitbudget mit dem Auszählen der Wahlresultate der Gerichtsbehörden bereits fertig zu werden. Alle konnten sich ihre Wahl sichern: Es sind also alle wiedergewählt worden. Im Laufe des heutigen Tages werden die einzelnen Resultate nach und nach aufgeschaltet. Ich nehme nicht an, dass irgendjemand wünscht, dass ich alle Wahlprotokolle vorlese. *(Les résultats des élections sont reproduits ci-après, même si le président ne les a pas proclamés en intégralité, vu la quantité. Se porter à l'affaire 2016.RRGR.458 pour les délibérations.)*

#### *Résultats des élections des autorités judiciaires*

#### *2016.RRGR.428 Réélection des 21 juges germanophones et francophones de la Cour suprême, pour la période du 01.01.2017 ai 31.12.2022*

Bulletins distribués : 148, bulletins rentrés : 148, dont 0 blancs et nuls, bulletins entrant en considération : 148, majorité absolue : 75. Sont élus :

Aebi Friedrich Walter par 148 voix  
Apolloni Meier Cornelia par 145 voix  
Bähler Daniel par 146 voix  
Bratschi-Rindlisbacher Franziska Katharina par 148 voix  
Geiser Rainier par 148 voix  
Greiner Georges par 147 voix  
Grütter Myriam par 144 voix  
Guéra Jean-Philippe par 148 voix  
Hubschmid Volz Annemarie par 148 voix  
Josi Christian par 148 voix  
Kiener Hanspeter par 148 voix  
Niklaus Jean-Luc par 148 voix  
Pfister Hadorn Christine par 148 voix  
Schlup Marcel par 143 voix  
Schmid Samuel Kaspar par 146 voix  
Schnell-Binggeli Renate par 147 voix  
Stucki Stephan par 146 voix  
Studiger Adrian par 147 voix  
Trenkel Christian Franz par 148 voix  
Vicari Jean-Pierre par 148 voix  
Zihlmann Peter par 145 voix

#### *2016.RRGR.429 Réélection des 11 juges-suppléant-e-s germanophones et francophones de la Cour suprême, pour la période du 01.01.2017 au 31.12.2022*

Bulletins distribués : 148, bulletins rentrés : 147, dont 0 blancs et nuls, bulletins entrant en considération : 147, majorité absolue : 74. Sont élus :

Bähler Jürg par 147 voix  
Gerber Daniel par 147 voix  
Graf Irene par 142 voix  
Hurni Christoph par 147 voix  
Krieger Aebli Salome Elisabeth Barbara par 147 voix  
Lüthi Jean-Jacques par 147 voix  
Perrin Bertrand par 147 voix  
Saurer Nicole par 147 voix  
Schaer Christine par 146 voix  
Schödler Sara par 146 voix  
Zuber Roger par 147 voix

*2016.RRGR.430 Réélection des 37 juges spécialisé-e-s commerçant-e-s germanophones du Tribunal de commerce, pour la période du 01.01.2017 au 31.12.2022*

Bulletins distribués : 148, bulletins rentrés : 148, dont 0 blancs et nuls, bulletins entrant en considération : 148, majorité absolue : 75. Sont élus :

Aeberhardt Regina par 148 voix  
Arni Peter par 148 voix  
Bangerter Felix par 148 voix  
Reyler Rolf par 148 voix  
Bircher Urs par 148 voix  
Brudermann Kurt par 148 voix  
Burkhalter Bernhard par 148 voix  
Egli Heinz par 147 voix  
Flükiger Peter par 148 voix  
Gilgen Jakob par 148 voix  
Glauser Rolf par 148 voix  
Graf Margrith par 148 voix  
Hirsbrunner Markus par 148 voix  
Hubacher Peter par 148 voix  
Jöhl Markus par 148 voix  
Kaech Peter par 148 voix  
Kiener Matthias par 148 voix  
Laederach Herbert par 148 voix  
Lehmann Annemarie par 148 voix  
Linder Fritz par 148 voix  
Matti Rudolf par 148 voix  
Maurer Beat par 148 voix  
Meyer Ernst par 148 voix  
Meyer Marianne par 148 voix  
Moeri Heinz par 148 voix  
Näpflin Urs par 148 voix  
Pfister Alexander par 148 voix  
Schmid Daniel par 148 voix  
Schmid Marc par 148 voix  
Schwab Thomas par 148 voix  
Sieber Joachim par 148 voix  
Siegenthaler Max par 148 voix  
Teuscher Peter par 148 voix  
Waser Peter par 148 voix  
Widmer Corinne par 148 voix  
Zwahlen Alexander par 148 voix

*2016.RRGR.431 Réélection des 12 juges spécialisé-e-s commerçant-e-s francophones du Tribunal de commerce, pour la période du 01.01.2017 au 31.12.2022*

Bulletins distribués : 148, bulletins rentrés : 148, dont 0 blancs et nuls, bulletins entrant en considération : 148, majorité absolue : 75. Sont élus :

Bloch Stéphane par 147 voix  
de Luca Roberto par 147 voix  
Guenat Jean-Marc par 147 voix  
Hausmann Ralph par 147 voix  
Heunert Sven par 147 voix  
Koenig Patrick par 147 voix  
Leutenegger Jean-Marc par 147 voix  
Rochat Yves Daniel par 147 voix  
Schwab Jean-Paul par 147 voix  
Vogt Michel par 147 voix  
von Gunten Claude par 147 voix  
Zbären Kurt par 147 voix

*2016.RRGR.432 Réélection des 8 juges germanophones du Tribunal administratif, Cour de droit administratif, pour la période du 01.01.2017 au 31.12.2022*

Bulletins distribués : 148, bulletins rentrés : 148, dont 0 blancs et nuls, bulletins entrant en considération : 148, majorité absolue : 75. Sont élus :

Arn De Rosa Bettina par 148 voix  
Burkhard Robert par 147 voix  
Daum Michel par 148 voix  
Häberli Thomas par 148 voix  
Herzog Ruth par 148 voix  
Keller Peter Markus par 148 voix  
Müller-Graf Thomas par 148 voix  
Steinmann Esther par 147 voix

*2016.RRGR.433 Réélection des 10 juges germanophones du Tribunal administratif, Cour des assurances sociales, pour la période du 01.01.2017 au 31.12.2022*

Bulletins distribués : 148, bulletins rentrés : 148, dont 0 blancs et nuls, bulletins entrant en considération : 148, majorité absolue : 75. Sont élus :

Ackermann Thomas par 148 voix  
Fuhrer Ruth par 148 voix  
Grütter Daniel par 148 voix  
Knapp Beat par 148 voix  
Kölliker Jürg par 146 voix  
Loosli Urs par 146 voix  
Matti Walter par 146 voix  
Scheidegger Jürg par 146 voix  
Schütz Peter Heinz par 148 voix  
Schwegler Ivo par 148 voix

*2016.RRGR.434 Réélection des 2 juges francophones du Tribunal administratif, Cour des affaires de langue française, pour la période du 01.01.2017 au 31.12.2022*

Bulletins distribués : 148, bulletins rentrés : 148, dont 0 blancs et nuls, bulletins entrant en considération : 148, majorité absolue : 75. Sont élus :

Meyrat Neuhaus Celine par 148 voix  
Rolli Bernard par 148 voix

*2016.RRGR.435 Réélection des 2 juges-suppléant-e-s du Tribunal administratif, Cour des affaires de langue française, pour la période du 01.01.2017 au 31.12.2022*

Bulletins distribués : 148, bulletins rentrés : 148, dont 0 blancs et nuls, bulletins entrant en considération : 148, majorité absolue : 75. Sont élus :

Möckli Michel par 147 voix

Tissot-Daguet Christophe par 148 voix

*2016.RRGR.436 Réélection des 34 juges spécialisé-e-s du Tribunal arbitral des assurances sociales, pour la période du 01.01.2017 au 31.12.2022*

Bulletins distribués : 148, bulletins rentrés : 148, dont 0 blancs et nuls, bulletins entrant en considération : 148, majorité absolue : 75. Sont élus :

Bianchi Doris par 148 voix

Bratschi Karin par 148 voix

Cadotsch Paul par 148 voix

Corday Jean-Pierre par 148 voix

Durtschi Peter par 148 voix

Fahrni Daniela par 148 voix

Furer-Fawer Sandra par 148 voix

Gafner Andreas par 148 voix

Graf Judith par 148 voix

Graf Sabine par 148 voix

Gubler Christian par 148 voix

Hauser Kathrin par 148 voix

Hess-Scheurer Sigrid par 148 voix

Hirsig Hans par 148 voix

Jäggi Irene par 148 voix

Keller Peter par 148 voix

Kessi Stephan par 148 voix

König Felix par 148 voix

Kurt Daniel par 148 voix

Lauber Beat par 148 voix

Marti Judith par 148 voix

Notter Thomas Benedikt par 148 voix

Ritschard Susanna par 148 voix

Salm Markus par 148 voix

Sieber Adrian par 148 voix

Siegrist Hans Peter par 148 voix

Sprenger Irène Angela par 148 voix

Stadler Fabian par 148 voix

Stampfli Marcel par 148 voix

Steiner Ulla par 148 voix

Supersaxo Claude Bernard par 148 voix

Ursenbacher-Wäfler Beat par 148 voix

Wechsler Daniel par 148 voix

Wüthrich Rösch Erika par 148 voix

*2016.RRGR.437 Réélection d'un procureur général suppléant, pour la période du 01.01.2017 au 31.12.2022*

Bulletins distribués : 148, bulletins rentrés : 148, dont 0 blancs et nuls, bulletins entrant en considération : 148, majorité absolue : 75. Est élu :

Schmutz Markus par 145 voix

*2016.RRGR.438 Réélection des 3 présidents germanophones et francophones du Tribunal cantonal des mesures de contrainte, pour la période du 01.01.2017 au 31.12.2022*

Bulletins distribués : 148, bulletins rentrés : 148, dont 0 blancs et nuls, bulletins entrant en considération : 148, majorité absolue : 75. Sont élus :

Bühler Hans Ulrich par 148 voix

Brechbühl Beat par 146 voix

Zinglé Jürg par 147 voix

*2016.RRGR.439 Réélection des 2 présidentes du Tribunal pénal économique, pour la période du 01.01.2017 au 31.12.2022*

Bulletins distribués : 148, bulletins rentrés : 148, dont 0 blancs et nuls, bulletins entrant en considération : 148, majorité absolue : 75. Sont élues :

Dupuis Michèle par 148 voix

Lips-Amsler Barbara par 147 voix

*2016.RRGR.440 Réélection des 3 présidentes germanophones et francophones du Tribunal des mineurs, pour la période du 01.01.2017 au 31.12.2022*

Bulletins distribués : 148, bulletins rentrés : 148, dont 0 blancs et nuls, bulletins entrant en considération : 148, majorité absolue : 75. Sont élues :

d'Angelo-von Arx Corinne par 146 voix

Ringgenberg-Eichenberger Regula par 146 voix

Strasser Bill Caroline par 138 voix

*2016.RRGR.441 Réélection des 11 juges spécialisé-e-s germanophones et francophones du Tribunal des mineurs, pour la période du 01.01.2017 au 31.12.2022*

Bulletins distribués : 148, bulletins rentrés : 148, dont 0 blancs et nuls, bulletins entrant en considération : 148, majorité absolue : 75. Sont élus :

Aeberhard Marianne par 148 voix

Dind Gaétan par 148 voix

Gerber-Hager Edith par 148 voix

Gérémy Wilfrid par 147 voix

Graf Hanspeter par 148 voix

Harzheim Christine par 148 voix

Jackson Sarah par 148 voix

Lehmann Thomas par 148 voix

Münger-van der Klooster Maartje Anna par 148 voix

Sterchi Fröhlich Barbara par 148 voix

Zwicker-Jenni Béatrice par 147 voix

*2016.RRGR.442 Réélection du président de la Commission des recours en matière fiscale (juge à titre principal), pour la période du 01.01.2017 au 31.12.2019*

Bulletins distribués : 148, bulletins rentrés : 147, dont 0 blancs et nuls, bulletins entrant en considération : 147, majorité absolue : 74. Est élu :

Kästli Peter par 142 voix

*2016.RRGR.443 Réélection de la vice-présidente de la Commission des recours en matière fiscale (juge à titre principal), pour la période du 01.01.2017 au 31.12.2019*

Bulletins distribués : 148, bulletins rentrés : 148, dont 0 blancs et nuls, bulletins entrant en considération : 148, majorité absolue : 75. Est élue :

Nanzer Raphaéla par 148 voix

*2016.RRGR.444 Réélection des 8 juges spécialisé-e-s de la Commission des recours en matière fiscale pour la période du 01.01.2017 au 31.12.2022*

Bulletins distribués : 148, bulletins rentrés : 148, dont 0 blancs et nuls, bulletins entrant en considération : 148, majorité absolue : 75. Sont élus :

Fankhauser Christoph Daniel par 148 voix

Glatthard Adrian par 146 voix

Junod Etienne par 148 voix

Kaiser Martin par 148 voix

Lüthi Markus par 147 voix

Rom Pierre-Alain par 148 voix

Steiner Hans Jürg par 148 voix

Studer Jürg par 148 voix

*2016.RRGR.445 Réélection des 6 juges spécialisé-e-s de la Commission de recours contre les mesures administratives pro-noncées en vertu de la loi sur la circulation routière, pour la période du 01.01.2017 au 31.12.2022*

Bulletins distribués : 148, bulletins rentrés : 148, dont 0 blancs et nuls, bulletins entrant en considération : 148, majorité absolue : 75. Sont élus :

Arneberg Oernulf par 148 voix

Bodmer Jürg par 148 voix

Brütsch Esther Maria par 148 voix

Santschi Jürg par 147 voix

Vogt Franziska par 148 voix

Wollmann Marc par 148 voix

*2016.RRGR.446 Réélection du président de la Commission d'estimation en matière d'expropriation (juge à fonction accessoire), pour la période du 01.01.2017 au 31.12.2019*

Bulletins distribués : 148, bulletins rentrés : 148, dont 0 blancs et nuls, bulletins entrant en considération : 148, majorité absolue : 75. Est élu :

Nyffenegger Res par 148 voix

*2016.RRGR.447 Réélection du vice-président de la Commission d'estimation en matière d'expropriation (juge à fonction accessoire), pour la période du 01.01.2017 au 31.12.2019*

Bulletins distribués : 148, bulletins rentrés : 148, dont 0 blancs et nuls, bulletins entrant en considération : 148, majorité absolue : 75. Est élu :

Geissler Peter par 147 voix

*2016.RRGR.448 Réélection des 15 juges spécialisé-e-s de la Commission d'estimation en matière d'expropriation, pour la période du 01.01.2017 au 31.12.2022*

Bulletins distribués : 148, bulletins rentrés : 148, dont 0 blancs et nuls, bulletins entrant en considération : 148, majorité absolue : 75. Sont élus :

Frey Urs par 147 voix  
Hasler Ruedi par 148 voix  
Hauswirth Matthias par 148 voix  
Hirschi Charles par 148 voix  
Jenzer Peter par 148 voix  
Lehmann Daniel par 148 voix  
Müller Hans-Jürg par 148 voix  
Roth Martin par 148 voix  
Rubin Hanspeter par 148 voix  
Schmid Jürg par 148 voix  
Siegenthaler Urs par 148 voix  
Spang Bettina par 148 voix  
Stöckli Rolf par 148 voix  
Stoller Michael par 148 voix  
Zemp Urs par 148 voix

*2016.RRGR.449 Réélection du président de la Commission des améliorations foncières (juge à fonction accessoire), pour la période du 01.01.2017 au 31.12.2019*

Bulletins distribués : 148, bulletins rentrés : 148, dont 0 blancs et nuls, bulletins entrant en considération : 148, majorité absolue : 75. Est élu :

Schnidrig Gerhard par 148 voix

*2016.RRGR.450 Réélection du vice-président de la Commission des améliorations foncières (juge à fonction accessoire), pour la période du 01.01.2017 au 31.12.2019*

Bulletins distribués : 148, bulletins rentrés : 148, dont 0 blancs et nuls, bulletins entrant en considération : 148, majorité absolue : 75. Est élu :

Wüthrich Urs Alexander par 148 voix

*2016.RRGR.451 Réélection des 6 juges spécialisé-e-s de la Commission des améliorations foncières, pour la période du 01.01.2017 au 31.12.2022*

Bulletins distribués : 148, bulletins rentrés : 148, dont 0 blancs et nuls, bulletins entrant en considération : 148, majorité absolue : 75. Sont élus :

Federer Guido par 147 voix  
Rubin Hanspeter par 148 voix  
Schneider Kathrin par 147 voix  
Stampfli Christian par 148 voix  
Weiss Hans par 147 voix  
Wüthrich Hanspeter par 147 voix

*2016.RRGR.452 Réélection des 64 président-e-s germanophones et francophones de Tribunal régional, pour la période du 01.01.2017 au 31.12.2022*

Bulletins distribués : 148, bulletins rentrés : 148, dont 0 blancs et nuls, bulletins entrant en considération : 148, majorité absolue : 75. Sont élus :

Bähler Jürg par 147 voix  
Bärtschi Markus par 148 voix  
Bettler Ronnie par 148 voix  
Blaser Manuel par 148 voix  
Bochsler Bettina par 148 voix  
Brand Markus par 148 voix  
Bratschi Sven par 148 voix  
Bruggisser Andreas par 148 voix  
Christen Jürg par 148 voix  
Corti Andrea par 148 voix  
Ehrbar Peter par 148 voix  
Falkner Anastasia par 148 voix  
Friedrich Hörr Franziska par 148 voix  
Fritz Natalie par 148 voix  
Gerber Daniel par 148 voix  
Gerber Hans-Ulrich par 148 voix  
Gfeller Jean Mario par 147 voix  
Gross Markus par 148 voix  
Gutmann Sandra par 148 voix  
Gysi Mango Andrea par 147 voix  
Hänni Peter par 148 voix  
Herren Urs par 148 voix  
Hiltbold Thomas par 146 voix  
Hofer Thomas par 148 voix  
Hofstetter Judith par 148 voix  
Holzer-Zaugg Silvia par 148 voix  
Horisberger Christoph par 148 voix  
Huber Rudolf par 148 voix  
Jacobser Claudia par 148 voix  
Koch Sonja par 148 voix  
Krieger Aebli Salome Elisabeth Barbara par 148 voix  
Luginbühl Schöneberger Franziska Patricia par 148 voix  
Masanti Regula par 148 voix  
Meyes Schürch Antonie par 148 voix  
Möckli Michel par 148 voix  
Mühlethaler Simone par 148 voix  
Müller Martin par 148 voix  
Oberle Balz par 148 voix  
Ochsner Elisabeth par 148 voix  
Paronitti Maurice par 148 voix  
Pfänder Baumann Stefanie par 148 voix  
Richner Roland par 148 voix  
Rickli Brigitte par 148 voix  
Romano Doris par 148 voix  
Salzmann Eveline par 148 voix  
Santschi Jürg par 146 voix  
Sanwald Katrin par 148 voix  
Saurer Nicole par 148 voix  
Schaer Christine par 147 voix  
Schleppy Agnès par 148 voix  
Schwendener Danielle par 148 voix

Sidler Ruedi par 148 voix  
Siegfried Muriel par 148 voix  
Summermatter Daniel par 148 voix  
Sutter Carole par 148 voix  
Urech Peter par 148 voix  
Villard Alain par 148 voix  
Würsten Maude par 148 voix  
Wyss Iff Esther par 148 voix  
Zbinden Thomas par 148 voix  
Züllig von Allmen Dorothea par 148 voix  
Zürcher Gabriel par 148 voix  
Zürcher Neuenschwander Monika par 148 voix  
Zwahlen Hans par 148 voix

*2016.RRGR.453 Réélection des 38 juges germanophones et francophones de Tribunal régional spécialisé-e-s dans les litiges relevant du droit du travail, pour la période du 01.01.2017 au 31.12.2022*

Bulletins distribués : 148, bulletins rentrés : 148, dont 0 blancs et nuls, bulletins entrant en considération : 148, majorité absolue : 75. Sont élus :

Amiet Kurt par 148 voix  
Aubry André par 147 voix  
Berger Michel par 147 voix  
Bolliger Rudolf Andres par 148 voix  
Chheng Rithy par 147 voix  
Frost-Hirschi Andrea par 148 voix  
Gerber Hans-Ulrich par 148 voix  
Grütter Urs par 148 voix  
Hirt Stefan par 147 voix  
Hirt Ursula par 147 voix  
Insom Giorgio par 148 voix  
Keller Alfred par 148 voix  
Keller Andreas Rudolf par 148 voix  
Kindler Walter par 148 voix  
Kobel-Itten Erica par 147 voix  
Kolb Bernhard par 148 voix  
Krebs Daniel par 148 voix  
Leuenberger Theres par 148 voix  
Maître Olivier par 148 voix  
Maurer Beat par 148 voix  
Meier-Gubser Stefanie par 148 voix  
Nacht Heinz par 148 voix  
Nufer Brigitte par 148 voix  
Pardini Corrado par 148 voix  
Plüss-Zürcher Sibylle par 148 voix  
Quixtner Dora par 148 voix  
Rub Heinz par 148 voix  
Schwitter Robert par 148 voix  
Senft Andreas par 148 voix  
Sommer Margareta par 147 voix  
Sommer Raphael par 147 voix  
Staub Corinne par 148 voix  
von Allmen Martin par 147 voix  
von Känel-Bigler Cornelia par 148 voix  
Wanner Ulrich par 148 voix  
Woodtli Bruno par 148 voix

Wyss Sabine par 148 voix  
Zimmermann Karl par 148 voix

*2016.RRGR.454 Réélection des 86 juges non professionnel-le-s germanophones et francophones de Tribunal régional, pour la période du 01.01.2017 au 31.12.2022*

Bulletins distribués : 148, bulletins rentrés : 148, dont 0 blancs et nuls, bulletins entrant en considération : 148, majorité absolue : 75. Sont élus :

Aepli Kündig Marie-Rose par 148 voix  
Aeschbacher Elisabeth par 148 voix  
Antenen-Dubacher Rita par 148 voix  
Balmer-Renggli Verena par 147 voix  
Baumann Katharina par 148 voix  
Begert-Rufer Verena par 148 voix  
Begré Rolf par 148 voix  
Bracher Sabine par 148 voix  
Brun-Schmid Henriette Elisabeth par 148 voix  
Bucher Sonja par 148 voix  
Büchler Erwin par 148 voix  
Burkhard-König Marianne par 147 voix  
Bürki-Luginbühl Erika par 148 voix  
Dähler Beatrice par 148 voix  
Dietrich-Herren Kathrin par 148 voix  
Eder Janine par 148 voix  
Egger Christine par 148 voix  
Egli Thomas par 148 voix  
Erni-Reusser Ursula par 148 voix  
Etter-Ramseyer Niklaus par 148 voix  
Fuchs Iris par 148 voix  
Grüter Katharina par 148 voix  
Guggisberg Rolf par 148 voix  
Habegger Ueli par 148 voix  
Hübscher Hans-Rudolf par 148 voix  
Jacquier Bich-Huong par 148 voix  
Jost Alexandre par 148 voix  
Kormann Verena par 148 voix  
Künzli Klaus par 148 voix  
Lanz Marcel par 148 voix  
Lauber Anton par 148 voix  
Lehmann Fritz par 148 voix  
Leutenegger Brigitte par 148 voix  
Liechti Walter par 148 voix  
Luder Beat par 148 voix  
Lüssi Robert par 148 voix  
Maeder René-François par 148 voix  
Marti Daniel par 148 voix  
Marti Edith par 148 voix  
Marti Esther par 148 voix  
Meier-grunder Ursula par 148 voix  
Meister Therese par 148 voix  
Morandi Marcel par 148 voix  
Morgenthaler-Baumann Helena par 148 voix  
Mühlemann Rudolf par 148 voix  
Nussbaum Peter par 147 voix  
Oehrli Ruth par 148 voix  
Ogi Pierre par 148 voix

Pulfer Jeannette par 148 voix  
Reusser Hanspeter par 148 voix  
Rieder Brigitte par 148 voix  
Roth Marco par 147 voix  
Rub Heinz par 148 voix  
Ruggli Lukas par 148 voix  
Salzmann Heinz par 148 voix  
Santschi Peter par 148 voix  
Schenk Daniel par 148 voix  
Schmid André par 148 voix  
Schörlin-Schneiter Marlise par 148 voix  
Sigrist-Reusser Daniela par 148 voix  
Sopranetti-Weissmüller Ruth par 148 voix  
Stuci Regina par 148 voix  
Trachsel Kurt par 148 voix  
Trachsel Stefan par 148 voix  
Umlauf Sulc Jana par 148 voix  
Vaucher Jean par 148 voix  
Verdon Isabelle par 148 voix  
Vogt-Locatelli Séverine par 148 voix  
von Aesch-Walter Hélène par 148 voix  
Waber Therese par 148 voix  
Wagner Ingold Susanne par 148 voix  
Weber Therese par 148 voix  
Widmer Francis par 148 voix  
Winkelmann Margrit par 148 voix  
Winkler Bernhard par 148 voix  
Wyler Ruth Heidi par 148 voix  
Wyss Erika par 148 voix  
Wyssbrod Kurt par 148 voix  
Wyssbrod Madeleine par 148 voix  
Zingg-Winzer Daniel Robert par 148 voix  
Znoj Manurung Barbara par 148 voix  
Zuber Claudia par 144 voix  
Zurflüh Christian par 148 voix  
Zurmühle Adrian par 148 voix  
Zwahlen Christian par 148 voix

*2016.RRGR.455 Réélection des 17 président-e-s germanophones et francophones d'autorité régionale de conciliation, pour la période du 01.01.2017 au 31.12.2022*

Bulletins distribués : 148, bulletins rentrés : 148, dont 0 blancs et nuls, bulletins entrant en considération : 148, majorité absolue : 75. Sont élus :

Bäriswyl Weber Ruth par 148 voix  
Egger Scholl Carine par 148 voix  
Ferrari Marco par 148 voix  
Fischer Beatrice par 148 voix  
Frech Sibylle par 148 voix  
Frey Thomas par 148 voix  
Gerber-Germann Bettina par 148 voix  
Graf Irene par 144 voix  
Guenat Natascha par 148 voix  
Hubacher Hansjürg par 147 voix  
Käser Chantal par 148 voix  
Koller-Tumler Marlis par 148 voix  
Leiser Tina par 147 voix

Lüthi Jean-Jacques par 148 voix  
Siegrist Minder Martina par 148 voix  
von Samson Caroline par 148 voix  
Wimmer Dirk par 148 voix

*2016.RRGR.456 Réélection des 51 juges germanophones et francophones d'autorité régionale de conciliation spécialisé-e-s dans les litiges relevant du droit du travail, pour la période du 01.01.2017 au 31.12.2022*

Bulletins distribués : 148, bulletins rentrés : 148, dont 0 blancs et nuls, bulletins entrant en considération : 148, majorité absolue : 75. Sont élus :

Affolter Bernard par 148 voix  
Anliker Peter par 148 voix  
Bannwart Beat par 148 voix  
Baumgartner Frieda par 148 voix  
Berger Regula par 148 voix  
Bodmer Georg par 148 voix  
Burkhalter Zohra par 148 voix  
Burkhardt Rudolf par 148 voix  
Fahrni Christian par 148 voix  
Fernandez Jesus par 148 voix  
Friedli Adrian par 148 voix  
Gatti Martin par 148 voix  
Germann Albert par 148 voix  
Gimmel Rahel par 148 voix  
Hänzi Therese par 148 voix  
Hofstetter-Gugger Rosmarie par 148 voix  
Holzer René par 148 voix  
Hugi Hansjörg par 148 voix  
Junker Stefan par 148 voix  
Kämpfer Andreas par 148 voix  
Koch Kaspar par 148 voix  
Konrad Jean-Paul par 148 voix  
Krienbühl Markus par 148 voix  
Küng Rémy par 148 voix  
Kuster Martin par 148 voix  
Matteo Theresa par 148 voix  
Matti Rudolf par 148 voix  
Meierhans Susanne par 148 voix  
Mira Aldo par 148 voix  
Moser Andreas par 148 voix  
Müller-Hüppi Anna par 148 voix  
Rösti-Rüfenacht Ulrich par 148 voix  
Roth Martin par 148 voix  
Rub Heinz par 148 voix  
Schär Othmar par 148 voix  
Simmen Jürg par 148 voix  
Sollberger-Valente Stefania par 148 voix  
Stähli Hans par 148 voix  
Steiner Daniel par 148 voix  
Stucki Peter Eduard par 148 voix  
Thomas Philip par 148 voix  
von Gunten Fritz par 148 voix  
von Kaenel Christian par 148 voix  
von Kaenel-Bigler Cornelia par 148 voix

Wälchli Nelly par 148 voix  
Wälti Reto par 148 voix  
Weber Sabine par 148 voix  
Weidmann Kurt par 148 voix  
Zahler Alain par 148 voix  
Zundel Rudolf par 148 voix  
Zwahlen Martin par 148 voix

*2016.RRGR.457 Réélection des 7 juges germanophones et francophones d'autorité régionale de conciliation spécialisé-e-s dans les litiges relevant de la loi sur l'égalité, pour la période du 01.01.2017 au 31.12.2022*

Bulletins distribués : 148, bulletins rentrés : 148, dont 0 blancs et nuls, bulletins entrant en considération : 148, majorité absolue : 75. Sont élus :

Berger Regula par 148 voix  
Matteo Theresa par 148 voix  
Rub Heinz par 148 voix  
Steiner Daniel par 148 voix  
Thomas Philip par 148 voix  
von Kaenel-Bigler Cornelia par 148 voix  
Zwahlen Martin par 148 voix

*2016.RRGR.458 Réélection des 66 juges germanophones et francophones d'autorité régionale de conciliation spécialisé-e-s dans les litiges relevant du droit du bail, pour la période du 01.01.2017 au 31.12.2022*

Bulletins distribués : 148, bulletins rentrés : 148, dont 0 blancs et nuls, bulletins entrant en considération : 148, majorité absolue : 75. Sont élus :

Abt Werner par 148 voix  
Amiet Kurt par 148 voix  
Arn Rudolf par 148 voix  
Arnaud Robert par 148 voix  
Bachmann Véronique par 148 voix  
Bantli Beatrice par 148 voix  
Berger Christof par 148 voix  
Beyeler Margrith par 148 voix  
Beyeler Thomas par 148 voix  
Bodenmann Sandra par 148 voix  
Boesiger Fabio par 148 voix  
Brenzikofer Ralph par 148 voix  
Buchser Roland par 148 voix  
Chheng Rithy par 148 voix  
Durrer Marie-Louise par 148 voix  
Fatio Jean-Claude par 148 voix  
Feuz Hansjürg par 148 voix  
Freudiger Pascale par 148 voix  
Frey David par 148 voix  
Friedrich-Wigger Monika par 148 voix  
Gasser Martin par 148 voix  
Gassmann Claudia par 148 voix  
Graber Beatrice par 148 voix  
Grimm Markus par 148 voix  
Häberli Urs par 148 voix  
Hagi Andreas Lukas par 148 voix

Hagi Martin par 148 voix  
Hagmann Ladina par 148 voix  
Jordi Nadine par 148 voix  
Jost Jürg par 148 voix  
Junker Leu Janine par 148 voix  
Kipfer Christine par 146 voix  
Klöti Urs par 148 voix  
Kohler-Mühlethaler Renate par 148 voix  
Krieg Hans Rudolf par 148 voix  
Kriemler Remo par 148 voix  
Lehmann Annemarie par 148 voix  
Luisi Robin par 148 voix  
Marti Bernhard par 148 voix  
Moser Chatrina par 148 voix  
Moser Jürg par 148 voix  
Müller René par 148 voix  
Neuenschwander Rolf par 148 voix  
Nobs Anton par 148 voix  
Paoluzzo Müller Béatrice par 148 voix  
Rau Béatrice par 148 voix  
Ruf Charlotte par 148 voix  
Schmid Daniel par 148 voix  
Schmid Stöckli Danièle par 148 voix  
Schneider Konrad par 148 voix  
Schürmann Irène par 148 voix  
Stalder Merz Renata par 148 voix  
Steiner Daniel par 148 voix  
Stüdeli Hans Rudolf par 148 voix  
Sukara Daniel par 148 voix  
Suter-Bettler Heinz par 148 voix  
Tantscher-Helbling Irene par 148 voix  
Treier Peter par 148 voix  
Tschäppeler Peter par 148 voix  
Wagner-Ingold Susanne par 148 voix  
Weber Rolf par 148 voix  
Wegmüller Hans-Ulrich par 148 voix  
Wieser Niculo par 148 voix  
Wittwer Max par 148 voix  
Zobrist Beat par 147 voix

**Le président.** Ich gratuliere an dieser Stelle allen wiedergewählten Amtsträgern. (*Applaudissements*) Ich danke allen, welche diese Wahlen organisiert haben: der Staatskanzlei, den Parlamentsdiensten und den Stimmenzählenden.

Wir fahren nun mit Traktandum 48 weiter, der Motion Fuchs. Der Regierungsrat hat zu den verschiedenen Ziffern Stellung genommen: Ziffer 1 Ablehnung; Ziffern 2 und 3 Annahme und Abschreibung; Ziffer 4 Ablehnung. Wir führen eine freie Debatte. Ich gebe zunächst dem Motionär das Wort.

**Thomas Fuchs, Berne (UDC).** Im Stadtrat ist die Tribüne jeweils voll, wenn es um die Reitschule geht, weil die Leute von der Reitschule zuhören. Die Debatten sind dort aber am Abend. Dann sind sie wach. Jetzt ist Morgen, offenbar ist noch niemand wach. Aber wir können es auch ohne Gäste machen. Die Berner Reitschule ist eigentlich seit Jahren ein Drama, und hier haben wir nun einen parlamentarischen Vorstoss, der angesichts dessen, was bei der Reitschule bereits alles passiert ist, sehr moderat ist. Ich verlange die Schliessung während eines Monats. Es ist, wie wenn man einem Kind, das immer «blöd tut», sagt, es dürfe nicht mehr ausgehen. Wenn man es nie straft, passiert nie etwas. Wir wollen, dass die Kantonspolizei diesen rechtsfreien Raum nicht duldet: eigentlich etwas völlig Normales, das man nicht mit einem Vorstoss fordern müssen sollte. Im

Zusammenhang mit der Reitschule ist dies aber nötig. Man sollte endlich die Möglichkeiten nutzen, und zwar mit höchster Priorität, um die gewaltbereite Täterschaft zu ermitteln.

Im Weiteren ist Ziffer 4 eine Standesinitiative, welche strengere Massnahmen gegen Gewalt gegenüber Behörden von Blaulichtorganisationen – Polizei, Feuerwehr und Sanität – fordern würde. Es ist krank, wenn jemand die Feuerwehrleute oder Sanitätsleute mit Steinen bewirft, die im Einsatz sind, um Leben zu retten. Ich kann es nicht anders sagen. Vor einer Woche fand wieder so ein Saubannerzug statt: durch den Mattenhof und die Effingerstrasse, bis zum Ende der Zerstörungstour bei der Reitschule, wo man sich wieder sammelte. An jedes Haus wurde irgendein Spruch mit Schreibfehlern gesprayt. Für mehr als ein paar Buchstaben hat es bei den meisten dieser Leute offenbar nicht gereicht, deshalb wurden auch noch ganze Farbkübel an die Wände geleert. Beim KV wurden Scheiben eingeschlagen und Rauchbomben ins Gebäude geworfen, und als die Feuerwehr kam, hat man sie wieder mit Steinen beworfen. Zurück bleibt die frustrierte Bevölkerung, Steuerzahler, die sich langsam fragen, was das soll.

Es ist längst kein städtisches Thema mehr, sondern wurde zu einem kantonalen – nicht erst mit der Initiative der Jungen SVP, die zur Abstimmung kommen wird. Sogar linke Politiker wie Manuel C. Widmer sprechen es offen aus – er sagt es schöner als ich; ich würde es vermutlich derber formulieren: «Ja, ihr revolutionären Schnösel, da habt ihrs dem Mattenhof aber gezeigt heute Nacht. Wie die Hunde habt ihr an jede Mauer euer <031> gepinkelt, um zu zeigen, wem die Mauer, das Quartier, gehört. Dass es hier Bewohner gibt, die sich seit Jahren für das Quartier aufopfern – scheissegal. Das dabei auch deren Besitz zerstört wird – scheissegal. Ihr seid das Gesetz, das Recht und der Massstab in einem. Ihr sagt, wer gut und böse ist; andere Meinungen gelten nichts. Ihr, die ihr euch auch internationale Solidarität auf die Fahne schreibt und Toleranz, ihr seid der ignoranteste, intoleranteste und selbstgerechteste Haufen überhaupt.» Ja, Manuel C. Widmer, das sagen wir schon lange. Wir sagen es vielleicht mit etwas anderen Worten: Wir sprechen von Kriminellen, Asozialen, Linksextremen. Am Schluss läuft es auf dasselbe hinaus. Es sind die Leute, die in der Reitschule verkehren und zum grossen Teil dort aktiv sind. Schade, dass du es erst jetzt merkst, da eine deiner Liegenschaften betroffen ist, dort, wo du wohnst.

Mit solchen Leuten kann man keine Verträge schliessen. Sie verstehen nur eine harte Gangart. Ihre Feinde sind die Polizei und der Staat. Die Finanzen holt man sich aber genau bei diesem Staat. Verlogener geht es nicht mehr. Werte Genossinnen und Genossen, ich spreche bewusst euch an: Könnt ihr solches Tun noch unterstützen? Weshalb schaut ihr weg? Warum schweigt ihr hier? Die Motion ist nicht extrem. Sie ist eigentlich viel zu harmlos. Aber sie setzt ein kleines, wichtiges Zeichen: Bis hierher und nicht weiter. Was wir hier fordern, ist absolut moderat. Es ist ein Zeichen an den Gemeinderat, denn wir hören vom Gemeinderat und von Herrn Tschäppät immer wieder, man vernehme keine Reklamationen seitens des Kantons, also sei er zufrieden. Deshalb muss der Kanton einmal sagen, es müsse etwas geschehen. Ich bitte den Rat, alle Ziffern zu unterstützen, und sei es nur als Zeichen, und vor allem auch nichts abzuschreiben.

**Vania Kohli, Berne (PBD).** Die BDP ist stolz und glücklich, dass die Schweiz ein Rechtsstaat ist. Der Staat, auf welcher Ebene auch immer, kann eingreifen, wenn es eine entsprechende Rechtsgrundlage gibt. Wir wissen alle, dass der Kanton Gemeinden bevormunden kann, wenn diese zum Beispiel kein Budget zustande bringen. Aber was der Motionär in Ziffer 1 verlangt, ist unseres Erachtens schlicht lächerlich. Ich möchte die gesetzliche Grundlage sehen, die das erlaubt. Und weshalb für einen Monat und nicht für zwei Wochen oder gar – was dem Motionär vermutlich am liebsten wäre – für immer? Es ist eine städtische Angelegenheit, und es liegt am politischen Willen derjenigen Gemeinde, welche es auch immer sein mag – im konkreten Fall die Stadt Bern –, etwas zu unternehmen, und sicher nicht am Kanton. Zu den Ziffern 2 und 3: Auch wir sind besorgt über die Zustände, die sich in und um die Reithalle häufen. Aber wir sind sicher, dass die strafrechtlichen Ermittlungen der Kantonspolizei und der Staatsanwaltschaft aufgenommen und auch richtig durchgeführt werden. Und noch zu Ziffer 4, zur Standesinitiative: Auch da sollte der Motionär wissen, welchen Anforderungen eine solche Standesinitiative genügen muss. Kurz und bündig, lieber Thomas Fuchs: «Si tacuisses, philosophus mansisses.» Die BDP kann solches nicht unterstützen und unterstützt einstimmig mit einer Enthaltung die Anträge der Regierung.

**Barbara Streit-Stettler, Berne (PEV).** Den lateinischen Schlussspruch habe ich zwar nicht verstanden, aber sonst gehe ich etwa in dieselbe Richtung wie Grossrätin Kohli. Grundsätzlich ist die EVP mit dem Motionär einverstanden, dass es in der Reithalle etliches gibt, was man ändern sollte oder das wir ändern wollen. Als langjährige Stadträtin war ich immer und immer wieder mit

dieser «never ending story» konfrontiert. Immer wieder gab es riesige Debatten, und dennoch hat sich nicht viel bewegt. Immer und immer wieder geht Gewalt in verschiedener Form von der Reithalle aus. Immer und immer wieder benutzen Leute, die zur Rechenschaft gezogen werden sollten, die Reithalle als Rückzugsort. Für uns ist es ein Problem, dass die Verantwortlichen in der Reithalle keine Verantwortung übernehmen wollen. Verantwortung bedeutet in diesem Fall, klar gegen die Gewalt Stellung zu beziehen und Massnahmen zu ergreifen, damit diese Gewalt auch wirklich spürbar abnimmt. Das würde einschliessen, dass sie in dieser Beziehung mit der Polizei zusammenarbeiten und nicht dauernd die Arbeit der Polizei behindern würden. Andere Kultur- und Sportveranstalter machen das auch so. Anstatt mit der Polizei das Gespräch zu suchen, erklärt die Mediengruppe nach Polizeieinsätzen immer und immer wieder, die Polizei habe unverhältnismässig gehandelt. Gerade letzte Woche stellten meine Parteikollegen im Stadtrat einen Rückweisungsantrag zum Leistungsvertrag mit der Reitschule. Damit wollten sie bewirken, dass sich punkto Sicherheit endlich etwas ändert. Leider wurde dieser Rückweisungsantrag abgelehnt. Meine Kollegen werden in dieser Sache weiterhin dranbleiben.

Nun komme ich zum Vorstoss: Die EVP ist mit der Antwort des Regierungsrats einverstanden. Es ist nicht in erster Linie der Kanton, der handeln muss, sondern die Stadt. Wir finden es gut, dass der Kanton mit der Stadt im Gespräch ist, und hoffen, dass er diese Linie weiterverfolgt. In dieser Sache kann es nicht sein, dass der Kanton der Stadt sagt, was sie zu tun habe. Es geht darum, gemeinsam nach Lösungen zu suchen und auf Augenhöhe miteinander zu sprechen. Vor allem bei der Rolle der Kantonspolizei im Verhältnis zur Politik der Stadt braucht es immer wieder Absprachen und Fingerspitzengefühl. Klar ist für uns jedoch, dass strafrechtliche Ermittlungen nicht behindert werden dürfen und dass alles unternommen werden muss, damit Leute aus der Reithalle zur Rechenschaft gezogen werden, wenn sie gegen das Strafrecht verstossen haben. Die Forderungen in dieser Motion sind bei der Problemlösung sicher nicht zielführend. Sie tragen höchstens dazu bei, dass es zwischen Kanton und Stadt zu Missverständnissen und Reibereien kommt. Beschuldigungen hüben und drüben führen uns in dieser Sache nicht aber weiter.

**Bruno Vanoni, Zollikofen (Les Verts).** Diese Motion ist eine Reaktion auf einen Vorfall von Anfang März, als elf Polizisten vor der Reitschule verletzt wurden. Solche Gewaltvorfälle dürfen auf keinen Fall verharmlost werden. Das steht für uns ausser Diskussion. Aber sie sollen auch nicht übertrieben werden und dürfen nicht zu überreissenen Reaktionen führen. Und schon gar nicht dürfen sie politisch ausgeschlachtet und missbraucht werden. Mit der Motion besteht aber genau diese Gefahr. Sie verlangt in ihrem ersten Punkt, die Reitschule für mindestens einen Monat zu schliessen. Das wäre eine Kollektivstrafe für einen Kulturbetrieb und für Hunderte von jungen Leuten, die den Betrieb nutzen und mit dem Gewaltvorfall überhaupt nichts zu tun haben. Das habe ich übrigens in jungen Jahren im Militär gelernt: Kollektivstrafen sind verboten. Gerade für Leute wie mich, die nicht in der Stadt wohnen und nicht unbedingt täglich in der Reitschule ein und aus gehen, halte ich es für wichtig, an dieser Stelle etwas in Erinnerung zu rufen: Die Reitschule ist ein Kultur- und Begegnungszentrum, und zwar eines, das nicht nur von jungen Leute aus der Stadt besucht wird, sondern auch aus den umliegenden Gemeinden und aus der weiteren Agglomeration.

Der Platz vor der Reithalle ist ein Treffpunkt, wo sich junge Leute aus der ganzen Agglomeration ohne Konsumzwang treffen und verweilen können. Es geht nicht an, alle diese Leute, Veranstalter und Besucherinnen und Besucher, mit den Gewalttätern, die es gegeben hat und leider immer wieder gibt, in einen Topf zu werfen und sie für die Taten verantwortlich zu machen. Ich mache einen kleinen Exkurs aus aktuellem Anlass: Diese Woche wurde bekannt gegeben, dass der Regierungsrat einen Schlussbericht zum Thema Jugendgewalt zur Kenntnis genommen hat, der auf Vorstösse aus dem Jahr 2007 zurückgeht. Es wäre vielleicht interessanter gewesen, wenn wir heute Morgen eine Viertelstunde hätten nutzen können, um diesen Bericht zu lesen, anstatt diese Debatte zu führen. In diesem Schlussbericht wird auf aktuelle Daten zum Ausmass und zur Entwicklung der Jugendgewalt Bezug genommen. Darin steht: «Diese lassen allgemein auf einen rückläufigen Trend jugendlichen Gewaltverhaltens schliessen.» Ich bestreite nicht, dass es rund um die Reitschule Probleme gibt. Ich sage es indessen noch einmal: Es sind nicht städtische Probleme, sondern Probleme, welche die ganze Agglomeration etwas angehen. Aber aufgrund der Kompetenzordnung ist es primär Sache der Stadtbehörden, diese Probleme anzugehen. Wir Aussenstehende sollten ihnen diese Aufgabe nicht noch schwerer machen, als sie schon ist, indem wir uns einmischen und Öl ins Feuer giessen. Unser Verhalten sollte vielmehr darauf abzielen, die konstruktiven Kräfte in der Reitschulbewegung zu stärken und vor allem zu verhindern, dass sich die Fronten weiter verhärten und sich Hunderte von jungen Leuten mit dieser destruktiven

Minderheit solidarisieren.

Wir sollten auch anerkennen, dass die städtischen Behörden ihre schwierige Aufgabe ernsthaft angehen und durchaus handeln. Im neuen Leistungsvertrag, der vor einer Woche in diesem Saal vom Stadtparlament gutgeheissen wurde, kann man strengere Sicherheitsbestimmungen und zusätzliche Sanktionsmöglichkeiten nachlesen. Es gibt also keinen Grund, uns in die städtischen Angelegenheiten einzumischen. Es gibt auch keinen Grund, uns in die Aufgabe der Polizei und der Strafverfolgungsbehörden einzumischen. Auch das versucht die Motion mit ihrer dritten Forderung. Sie verlangt, mit höchster Priorität gegen die Gewalttäter zu ermitteln. Es ist jedoch Sache der zuständigen Behörde, zu entscheiden, was sie mit welcher Priorität unternehmen will. Aus diesem Grund sind wir nicht ganz sicher, ob es gut und richtig ist, wenn wir diesen Punkt annehmen, wie es der Regierungsrat recht grosszügig empfiehlt. Ein beachtlicher Teil der Fraktion wird sich dazu der Stimme enthalten. In allen anderen Punkten sind wir aber mit dem Antrag der Regierung einig. Abschliessend möchte ich noch einmal auf meine einleitenden Gedanken zurückkommen: Ich kann verstehen, dass sich die Politiker aus der Stadt gerade jetzt, im aktuellen Wahlkampfgetümmel, wegen der Reitschule aufregen und überreagieren. Aber wir Nichtstädter – und wir sind die Mehrheit in diesem Rat – sollten aus der Distanz ruhig Blut und einen kühlen Kopf bewahren und die übertriebenen Forderungen dieser Motion ablehnen.

**Elisabeth Striffeler-Mürset, Münsingen (PS).** Auch die SP-JUSO-PSA-Fraktion verurteilt blinde Gewalt gegen Menschen und gegen fremdes Eigentum ganz klar. Bei dieser Motion werden jedoch die Ebenen vermischt: Wir tagen zwar in der Stadt Bern, können und sollen aber in städtischen Angelegenheiten keinen Einfluss nehmen. Die Legislative der Stadt ist bereit, der Reitschule weiterhin Geld zu sprechen. Es ist nicht an uns, korrigierend einzuwirken und symbolische Handlungen wie eine einmonatige Schliessung zu verlangen. Dass man bei Gewalt die Lösung nicht durch Gegengewalt erzwingen kann, ist den meisten von uns sicher klar. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion lehnt wie die Regierung alle Punkte ab, mit gleichzeitiger Abschreibung.

**Le président.** Bevor ich dem Sprecher der glp das Wort erteile, begrüsse ich eine Schulklasse auf der Tribüne, die Klasse der BSD Bern, der Detailhandelsschule. Diese Schülerinnen und Schüler sind unsere Nachbarn, haben heute ihren letzten Schultag und wollten einmal sehen, wer ihre Nachbarschaft ist. Herzlich willkommen und alles Gute! Besten Dank für Ihren Besuch. (*Applaus*)

**Michael Köpfli, Berne (pvl).** Als Vorbemerkung Folgendes: In meinen sechs Jahren als Stadtrat habe ich unzählige Reitschuldebatten erlebt. So ruhig und sachlich, ohne Zwischenrufe und Beleidigungen wie die Debatte heute war keine von ihnen. Das ist schon mal ein grosser Unterschied. Ich hatte aber gehofft, dass wir diese Debatte nicht im Grossen Rat weiterführen müssen, nicht nur, weil sie nach einigen Jahren im Stadtrat langweilig und redundant wird, sondern natürlich auch, weil zu hoffen ist, dass die Vorfälle in der Reitschule irgendwann vorbei wären. Es ist völlig klar: Solche gewalttätigen Ausbrüche gegen Blaulichtorganisationen, wie sie vor einigen Wochen passierten, sind absolut inakzeptabel. Steine sogar gegen Feuerwehrautos zu werfen und Scheiben einzuschlagen, geht selbstverständlich nicht. Man muss aber auch klar sagen, dass man nicht alles den Reitschulbetreibern unterstellen kann, was in der Stadt Bern passiert. In seinem Votum hat Grossrat Fuchs vor allem auf einen Vorfall vom vorletzten Wochenende Bezug genommen, als auf der Brache im Warmbächliareal ein nicht bewilligtes Fest stattfand und anschliessend ein Saubannerzug durchs Quartier völlig inakzeptable Sachschäden verursachte. Das spielte sich aber, wie gesagt, im Warmbächliareal und anschliessend im Quartier ab und nicht in der Reitschule. Diesen Vorfall eins zu eins der Reitschule zuzuschreiben, ist denn doch etwas zu einfach. Man könnte sonst auch sagen, es handle sich um dieselben Chaoten, die manchmal nach Fussball- oder Hockeyspielen randalieren.

Leider gibt es in der Tat einige Junge, die diese Gewalt suchen und immer wieder ausleben. Damit sind wir beim Grundproblem: Die Stadt Bern ist ein Stück weit der Ort, wo sich an den Wochenenden genau diese Jugendlichen treffen. Das hat nicht zuletzt damit zu tun, dass es in der Agglomeration für die Jugendlichen sehr wenige und immer weniger Möglichkeiten gibt, um sich zu treffen. Letztlich ist es eine Zentrumslast, welche die Stadt trägt oder die alle Städte tragen, nicht nur die Stadt Bern. Zur konkreten Forderung: Bei Ziffer 1 kann ich mich voll und ganz Grossrätin Kohli und Grossrätin Streit anschliessen. Wir sind ein föderalistischer Staat und auch ein föderalistischer Kanton, und es ist sicher nicht Sache des Kantonsparlaments, sich in eine abschliessende Gemeindekompetenz einzumischen. Die Ziffern 2 und 3 sind

Selbstverständlichkeiten. Rechtsfreie Räume darf es nicht geben, und selbstredend muss alles unternommen werden, damit die Straftäter, welche Blaulichtorganisationen attackiert haben, gefasst und verurteilt werden können. Diese Ziffern kann man überweisen und gleich abschreiben. Der Regierungsrat schreibt klar, dass dies ohnehin eine Selbstverständlichkeit ist und gemacht wird. Es ist klar, dass da auch die Reitschule in der Pflicht steht, sich endlich von Gewalt gegenüber Blaulichtorganisationen und Polizei zu distanzieren und in diesem Bereich nicht immer zu relativieren. Auch die Zusammenarbeit zwischen Staatsanwaltschaft, Stadtbehörden – vor allem Gemeinderat – und Polizei muss dringend verbessert werden. Dort sind alle Player in der Pflicht. Bei Ziffer 4 ist der Regierungsrat absolut klar in seinen Ausführungen: Rechtlich ist die Situation klar, formell reicht diese Ziffer gar nicht als Standesinitiative, weil sie nicht ausformuliert ist. Deshalb muss man sie ablehnen. Wir folgen in allen Ziffern den Vorschlägen des Regierungsrats.

**Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (UDC).** Ich möchte begründen, weshalb die SVP die Motion in allen vier Punkten annehmen will. Ich habe etwas gestaunt, als ich nun hörte, es sei ein Stadtproblem. Die Polizisten sind bekanntlich Kantonsangestellte, um die wir uns doch kümmern müssen. Deshalb versuche ich das zu begründen. Seit einigen Jahren ist die Polizei zum Spielball der Politik geworden. Das hat dazu geführt, dass bei Ausschreitungen die politische Behörde bestimmt, wann und wie Polizeieinsätze stattfinden sollen. Deeskalation wurde zum Zauberwort. Konkret bedeutet dies, dass Vermummung und Sachbeschädigungen geduldet und selten geahndet werden. Die Strategie der Einsatzleitung und der politisch Verantwortlichen besteht darin, dass sich die Polizei bei Einsätzen eher etwas in die Lauben zurückziehen oder verstecken soll, weil nur schon die Präsenz der Polizei mit den Uniformen provoziere. Polizeieinsätze in rechtsfreien Räumen wie der Reithalle werden wegen Gefährdung an Leib und Leben aus verständlichen Gründen selten oder gar nicht vorgenommen. Bei Kontrollfahrten werden die Einsatzkräfte tätlich angegriffen und nicht selten entstehen Sachschäden an den Fahrzeugen. Es darf nicht sein, dass die Polizei in mit staatlichen Steuergeldern finanzierten Institutionen keine Kontrollgänge oder Interventionen durchführen darf. Es muss festgestellt werden, dass die Theorie der 3D-Strategie – Dialog, Deeskalation, Durchgreifen –, an die sich die Polizei bei Grosseinsätzen halten muss, bei dieser Klientel, die in der Motion erwähnt wird, eben nicht funktioniert. Seit Jahren sehen wir, dass die 3D-Strategie bei solchen Leuten verfehlt ist. Die in der Motion aufgeführten Massnahmen würden zu einer Verbesserung der sehr schwierigen Arbeitseinsätze und Arbeitsbedingungen der Polizei führen. Deshalb ist es wichtig, die Motion zu unterstützen. Wir alle sind doch für die Unterstützung der Polizei, und wenn wir das sind, müssten wir diese Unterstützung leisten. Schliesslich handelt es sich um Kantonsangestellte, das möchte ich noch einmal betonen.

**Daniel Beutler, Gwatt (UDF).** Ich oute mich an dieser Stelle als mehr oder weniger regelmässiger Besucher der Reithalle. Ich war auch schon im Tojo-Theater – wer hätte das gedacht? Ich kann dem Kulturbetrieb absolut etwas Positives abgewinnen. Bezüglich der rechtlichen Situation von Stadt und Kanton gebe ich meinen Vorrednern in jedem Punkt Recht. Aber: Haben wir mit dieser Reitschule ein gallisches Dorf? Und zweitens: Mit faustgrossen Steinen und potenziell lebensbedrohenden Angriffen, liebe Kolleginnen und Kollegen, wurde eine Grenze überschritten. Da muss ich Grossrat Vanoni entgegnen: Betreffend Kollektivstrafe hat er zwar grundsätzlich recht. Aber wenn ich eine Schliessung der Reitschule während eines Monats gegen die faustgrossen Steine und die Verletzungen abwäge – ich habe eine Verletzung bei einem Polizisten gesehen –, steht sie in keinem Verhältnis dazu. Schliesst den Laden einmal für einen Monat und setzt als Kanton dort ein klares Zeichen! Meine Kinder haben die Freiheit, dorthin zu gehen. Ich war, wie gesagt, schon öfter dort und kenne den Betrieb. Aber was sich da ereignet hat und der rechtsfreie Raum, in den sich die Attentäter und Terroristen immer wieder zurückziehen, ist, berndeutsch gesagt, eine Schweinerei. Die EDU-Fraktion will ein Zeichen setzen und wird deshalb die ersten drei Ziffern annehmen. Die vierte Ziffer bringt nichts; wir wissen, dass es eine Staatsangelegenheit ist und wollen sie nicht noch eine Ebene höher schieben.

**Philippe Müller, Berne (PLR).** Ich kann es vorwegnehmen: Die FDP ist mit der Stossrichtung dieses Vorstosses sehr einverstanden. Das ist auch am Vorstoss ersichtlich, der anschliessend behandelt wird. Es gab verschiedene Vorkommnisse um die Reithalle herum, die inakzeptabel sind. Das wurde gesagt. Allerdings ist es nichts Neues, sondern ist seit Jahren so. Trotzdem passiert relativ wenig, um es nett zu formulieren. Und weshalb: Weil es vor allem Lippenbekenntnisse gibt. Das hat man zum Teil auch heute wieder gehört. Man sagt, man sei gegen Gewalt und so weiter,

aber sobald es konkret wird, heisst es, das sei eine Einmischung. Und da muss ich, lieber Bruno Vanoni, eben auch sagen: Es ist keine Einmischung, wenn sich der Kanton als Arbeitgeber der Kantonspolizisten, die gefährdet und verletzt werden, auch einmal äussert. Es ist auch keine Kollektivstrafe. Vielleicht hast du zu wenig Militärdienst geleistet, ich weiss es nicht. Es ist wirklich die Verantwortung derer, die hier seitens der IKuR am Drücker sind. Sie müssen die Konsequenzen tragen. Vielleicht ist auch deshalb nie viel passiert, weil die Forderungen, die jeweils erhoben wurden, nicht greifbar genug waren.

Obwohl die FDP mit der Stossrichtung einverstanden ist, hat sie natürlich dennoch gewisse Fragen bei diesem Vorstoss. Konkret geht es darum, wie viel gewisse Punkte dieser Motion überhaupt bringen würden, wenn sie überwiesen würden. Gehen wir sie einzeln durch. Ziffer 1, die Aufforderung an den Gemeinderat der Stadt Bern, die Reitschule für einen Monat zu schliessen: Es geht nicht darum, die Reitschule zu schliessen, sondern die Regierung soll den Gemeinderat zur Schliessung auffordern. Das ist eine Forderung, welche die FDP der Stadt Bern verschiedentlich ebenfalls gestellt hat. Da kann man sich mit Fug und Recht fragen, wie sinnvoll es ist, auch noch die Regierung zu schicken, denn der Gemeinderat will das nicht machen. Er steht auch nicht hinter der Polizei. Man kann sich fragen, ob das nicht einfach ein Zeitverlust wäre. Es wird bei der FDP Stimmen geben, die diese Ziffer infolge Aussichtslosigkeit ablehnen; andere werden sich enthalten. Ziffer 2, Durchsetzung via Kantonspolizei, dass kein rechtsfreier Raum geduldet wird: Auch dies ist eine uralte Forderung, und auch da fehlt es in erster Linie an der Unterstützung seitens des Gemeinderats gegenüber der Polizei. Man wirft der Polizei im Gegenteil noch vor, sie habe provoziert. Die FDP wird diese Forderung unterstützen und ist auch gegen die Abschreibung. Dasselbe gilt bei Ziffer 3, die Täterschaft dingfest zu machen und zu bestrafen. Allerdings sind die Zuständigkeiten auch da klar geregelt: Man kann die Forderung stellen, aber sehr viel wird sich kaum ändern. Es gibt da auch faktische Probleme, indem man die Täter nicht immer erwischt. Aber die FDP unterstützt diese Ziffer und wendet sich gegen die Abschreibung.

Ziffer 4, die Standesinitiative, wird von der FDP hingegen abgelehnt: Auch hier sind wir mit der Stossrichtung, dass härtere Bestrafungen vorgenommen werden müssten, einverstanden. Bekanntlich gab es bereits Vorstösse in diese Richtung, gerade auch seitens der FDP, die zum Teil auch von der SVP abgelehnt wurden. Hier fehlt es am formellen Erfordernis. Es reicht nicht, dies allgemein zu verlangen. In unseren Gesetzen ist klar vorgeschrieben, dass man einen ausformulierten Entwurf vorlegen muss. Und einen solchen gibt es hier einfach nicht. Deshalb muss man diese Ziffer ablehnen. Es würde auch nichts bringen, wenn man sie annehmen würde. Ich fasse zusammen: Die Ziffern 2 und 3 nehmen wir an; ihre Abschreibung lehnen wir ab. Bei Ziffer 1 ist die Haltung durchmischt und Ziffer 4 lehnen wir ab.

**Le président.** Die Fraktionen haben sich geäussert, wir kommen zu den Einzelsprechern, die für ihr Votum jeweils 3 Minuten zur Verfügung haben.

**Adrian Wüthrich, Huttwil (PS).** Wenn ich diesen Vorstoss lese, stelle ich mir als Gemeinderat für öffentliche Sicherheit von Huttwil vor, dass in der Überschrift auch stehen könnte: «Restaurant Pöstli, Huttwil – muss es wirklich erst Tote geben, bis die Politik reagiert.» Wir haben hier das konkrete Beispiel einer Örtlichkeit in der Stadt Bern, das wir nicht im Grossen Rat diskutieren müssen. Solche Forderungen müssen wir nicht hier behandeln. Wie meine Fraktionskollegin gesagt hat, handelt es sich nicht um ein Thema, bei dem wir der Polizei dreinreden sollten. Ich danke dem Polizei- und Militärdirektor, dass er bereits nach den Vorgängen, auf die sich der Motionär bezieht, intensive Gespräche mit der Stadt Bern, mit dem Regierungsstatthalteramt, mit der Polizei und allen, die involviert sind, aufgenommen hat und auch weiterführt. Die Reitschule ist, wie schon von andern gesagt wurde, ein Kulturzentrum, das wir nicht mit den Leuten vermischen dürfen, die Probleme verursachen. Diese Leute gibt es jedoch in unserer Gesellschaft. Würden wir nun die Reitschule für mindestens einen Monat schliessen, hätte dies in der Stadt Konsequenzen, die wir besser nicht provozieren sollten. Es würde wahrscheinlich dazu führen, dass wir Nacht für Nacht die ganze Polizei des Kantons in der Stadt Bern aufbieten müssten und kompanienweise Polizeigrenadierinnen und -grenadiere in der Stadt Bern benötigen würden, um diese Forderung durchzusetzen. Das zeigt, dass dies nicht der richtige Weg ist.

Wenn man von rechtsfreiem Raum spricht, stimmt das einfach nicht. Die Polizistinnen und Polizisten lernen in der Polizeischule ein grosses Wort: Verhältnismässigkeit. Wenn die Kapo in diesem Fall das Verhältnismässigkeitsprinzip anwendet, wie sie es im ganzen Kanton in vielen schwierigen Fällen macht, erscheint sie jedes Mal in den Medien. Wenn fünf Gemeinderäte in der

Stadt Bern etwas sagen, erscheinen fünf Artikel in der Presse. Das ist letztlich das Grundproblem. Die Kapo wendet aber das Verhältnismässigkeitsprinzip im ganzen Kanton an. Und auch hier muss sie es anwenden. Und die Kapo macht das auch, und zwar auf allen Ebenen nach den Prinzipien der Polizeitaktik. Mir ist wichtig, dass Gewalt gegen Beamte nicht geduldet wird. Ich bin froh, dass sich alle entsprechend geäußert haben. Der diesbezügliche Vorstoss von Grossrat Philippe Müller und mir wird noch folgen. Deshalb stimmt die Fraktion hier gemäss den Anträgen des Regierungsrats ab: Bei den Ziffern 2 und 3 Annahme und Abschreibung.

**Thomas Knutti, Weissenburg (UDC).** Ich möchte ebenfalls einige Bemerkungen zu diesem Geschäft machen, auch wenn es mich als Vertreter des ländlichen Raums etwas weniger betrifft. Ich musste jedoch in letzter Zeit feststellen, dass es im ländlichen Raum ein grosses Thema ist. Als Grossrat aus dem ländlichen Raum wird man immer wieder angesprochen und gefragt, was eigentlich der Grosse Rat bezüglich der Reitschule mache und ob er nichts unternehme. Ich habe ein gewisses Verständnis dafür, dass es ein Problem ist, das eigentlich die Stadt betrifft. Der Stadtpräsident von Bern will bekanntlich nichts machen. Deshalb bin ich klar der Meinung, dass nun eben seitens des Kantons ein Zeichen gesetzt werden muss. Mir geht es vor allem um zwei Punkte: um die Sicherheit der Bevölkerung, aber auch um die Sicherheit der Polizei. Angesichts dessen, was unseren Polizisten an jenem Abend angetan wurde, habe ich kein Verständnis dafür, dass man hier eine Pauschalbeurteilung macht und sagt, es sei halt ein Problem der Stadt, da mache man nichts, so wie es auch Grossrätin Kohli dargestellt hat. Aus meiner Sicht ist das zu einfach. Wir müssen ein Zeichen setzen und müssen Druck aufbauen, damit es mit der Reitschule endlich einmal ein Ende hat. Deshalb bitte ich die Ratsmitglieder im Interesse der Polizei und der Bevölkerung, den Vorstoss zu überweisen.

**Mathias Müller, Orvin (UDC).** Ich gehe mit Grossrat Vanoni einig, dass man die konstruktiven Kräfte in der Reithalle stärken sollte. Wir können sie jedoch nur stärken, wenn wir endlich einmal den linken GewalttäterInnen Einhalt gebieten. Nur so können wir sie stärken. Solange die andern die Dominanz haben, können die konstruktiven Kräfte gar nichts machen. Wenn wir wollen, dass die Reithalle zu einem Begegnungsort für alle Jugendlichen wird, müssen wir die Dominanz der linken TerroristInnen endlich einmal brechen. Es ist nicht so, dass die Reithalle heute ein Begegnungsort für alle Jugendlichen ist. Viele mögen nicht dorthin gehen; viele getrauen sich nicht, dorthin zu gehen, und zwar weil dort ein Chaos herrscht. Das ist, wie hier alle betont haben, inakzeptabel. Grossrat Wüthrich hat vom Restaurant Pöstli gesprochen: Wenn sich im Restaurant Pöstli in Huttwil irgendwelche rechtsextremen Skins mit einem übersteigerten Nationalbewusstsein oder Nationalstolz treffen würden, würde er sofort schreien: «Wehret den Anfängen.» Da würde kein so romantisches Bild gezeichnet wie von der Reithalle. Man muss nun endlich einmal ein Zeichen setzen. Das inakzeptable Verhalten muss Konsequenzen haben. Wenn wir dieser Motion nicht zustimmen, ist dies die beste Werbung für die Initiative, die am Laufen ist. Aber vielleicht wollt ihr ja für die Initiative Werbung machen. Ich bin der Meinung, dass man nun endlich einmal ein Zeichen setzen muss, und dieser Vorstoss wäre eine vernünftige Art und Weise.

**Martin Schlup, Schüpfen (UDC).** Mich hat Grossrat Wüthrich aus der Reserve gelockt: Immer wieder hört und liest man von dieser Verhältnismässigkeit. Ich kann das Wort bald nicht mehr hören. Ich will euch aber die andere Seite der Verhältnismässigkeit darlegen. Wenn 50 Polizisten im Einsatz gegen ein paar Dutzend Chaoten sind und es keine einzige Personalienaufnahme und keine einzige Festnahme gibt, jedoch Schäden in der Höhe von einigen 100 000 Franken, frage ich mich, wo da die Verhältnismässigkeit ist.

**Meret Schindler, Berne (PS).** Ich möchte Grossrat Müller, der vorhin gesprochen hat, kurz etwas entgegnen: Falls irgendjemand einmal Interesse hätte, in die Reithalle auszugehen, komme ich gerne auf ein Bier mit. Das Angebot steht und richtet sich an rechts wie an links.

**Le président.** Das wären dann etwa 160 Getränke.

**Maria Esther Iannino Gerber, Hinterkappelen (Les Verts).** Ursprünglich wollte ich mich nicht äussern. Aber nach all den Einzelsprechenden, vor allem denen, die vor mir sitzen, hat es mich doch gejackt. Ich möchte wissen, wie sie beispielsweise ein Zeichen gegen Vergewaltigung oder gegen Diebstahl, Raub oder andere Verbrechen setzen. Erklärt mir einmal, wie ihr all dem Einhalt

gebietet. Nun wird die ganze Schuld einfach auf die Reitschule geschoben. Es wird gesagt, es dürfe keinen rechtsfreien Raum geben. Ich teile die Meinung, dass Leute, die fremdes Eigentum beschädigen, bestraft werden sollen. Man darf aber nicht alle über den gleichen Leisten schlagen. Ihr solltet wohl wirklich einmal die Reitschule besuchen, um zu sehen, was dort alles läuft.

**Ruedi Löffel, Münchenbuchsee (PEV).** Ich habe nun etwa zwanzigmal gehört, man müsse ein Zeichen setzen. Wir wurden nicht gewählt, um Zeichen zu setzen. Wir wurden gewählt, um Lösungen zu suchen. Und diese Motion bietet keine Lösungsansätze. Deshalb bitte ich euch, sie im Sinne der Regierung abzulehnen und Ziffern 2 und 3 anzunehmen und abzuschreiben. Wir sind nicht da, um Zeichen zu setzen.

**Thomas Fuchs, Berne (UDC).** Zum Glück habe ich nicht gefrühstückt, denn das Frühstück könnte einem hochkommen nach dem, was man nun alles zu hören bekam. Es ist unglaublich, wie hier alles schöngeredet wird. Ich frage mich, ob es naiv ist oder dumm, oder ob es darum geht, eure linken Wähler zu besänftigen und sie ja nicht aufzuscheuchen. Schöne Worte, Ruedi Löffel und Barbara Streit: Ich bin auch der Meinung, dass wir eine Lösung suchen. Dann bringt doch eine Lösung, beten allein reicht da nicht mehr. Wir sind seit Jahren mit diesem Problem beschäftigt. Verschiedene Redner haben es gesagt. Sie waren vor 10 oder 15 Jahren im Stadtrat, und schon damals war es ein Problem. Irgendwann einmal muss man sagen, so gehe es nicht weiter. Wir können nicht immer wieder diskutieren und hoffen, es werde besser. Der Leistungsvertrag, der nun Verbesserungen bringen soll, ist lächerlich. Die Polizei konnte nicht einmal mitreden; sie ist bei den Diskussionen nicht erwünscht, weil man sich provoziert fühlt, und die Stadt ist unfähig und nicht willens, etwas zu unternehmen. Deshalb geht es letztlich eben doch darum, ein Zeichen mit einem klaren Auftrag zu setzen. Es ist nicht nur ein Zeichen, sondern ein klarer Auftrag.

Grossrat Vanoni hat sich heute mit seinem Votum vermutlich die Ehrenmitgliedschaft in der Reitschule erworben. Aber letztlich macht er sich mitschuldig bei diesen Taten, wenn er sie schönredet. Und, Vania Kohli, es braucht kein Gesetz für einen Brief des Regierungsrats an den Gemeinderat oder für ein Gespräch des Regierungsrats mit dem Gemeinderat. Ziffer 1 fordert keine Schliessung der Reitschule durch den Kanton, sondern es geht um eine Aufforderung an den Gemeinderat, dies zu tun. Aber vielleicht kannst du es Alex einmal beibringen; du hast ja guten Kontakt zu ihm. Und zu Adrian Wüthrich: Als Präsident des Polizeiverbands ist es ein Hohn, was du hier gesagt hast. Dafür solltest du dich schämen. Ich kann es nicht anders sagen. Vielleicht solltest du einmal mit den Polizisten sprechen, damit du merkst, was läuft, und dich hier vorn nicht als Sozialdemokrat äusserst, sondern als Präsident des Polizeiverbands, der die Sorgen und die Vorfälle ernst nimmt. Das hast du nicht gemacht, und dafür solltest du dich schämen. Und Sie, Grossrätin von Greyerz, brauchen gar nicht blöd zu lachen, wenn man von Terroristen spricht. Die Mitglieder der Gruppe 031 sind letztlich Terroristen. Vielleicht hat es auch Terroristinnen darunter, und vielleicht gefällt Ihnen das.

**Le président.** Alle, die sich angegriffen fühlen, können sich melden. *(Heiterkeit)*

**Adrian Wüthrich, Huttwil (PS).** Lieber Thomas, ich habe dich verstanden. Ich habe vorhin wohl nicht gesagt, dass ich Präsident des Polizeiverbands bin, aber ich habe in dieser Sache mehr mit Polizistinnen und Polizisten gesprochen als du. Ich verwahre mich gegen deine Äusserungen. Mehr gibt es dazu nicht zu sagen.

**Bruno Vanoni, Zollikofen (Les Verts).** Ich fühle mich nicht angegriffen. Darf ich trotzdem noch etwas sagen?

**Le président.** Nur als Reaktion auf das Votum von Grossrat Fuchs. Die Debatte ist abgeschlossen.

**Bruno Vanoni, Zollikofen (Les Verts).** Es wurde gesagt, ich würde mich mitschuldig machen. Ich gehe davon aus, dass nicht Grossrat Fuchs in unserem Land entscheidet, wer irgendwelche Schuld trägt oder wer keine Schuld trägt. Verschiedentlich wurde hier auch von Terroristen gesprochen. Ich erinnere an die Terroranschläge in Paris und Brüssel ... *(Le président interrompt l'orateur et lui rappelle qu'il ne peut s'exprimer que sur l'intervention de Monsieur Fuchs.)* Dort ist das Wort Terrorismus gerechtfertigt. Aber was hier passiert ist, sind Gewalttaten. Es steht ausser Frage, dass wir sie verurteilen und ablehnen, aber von Terrorismus zu sprechen, ist deplatziert und würdigt die

Terrorismusopfer herab. (*Le président coupe le micro.*)

**Le président.** Ich gebe dem Regierungsrat das Wort.

**Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires.** Die Antwort der Regierung ist ziemlich deutlich. Bei Ziffer 1 wird erwähnt, dass der Polizei- und Militärdirektor eine Vertretung des Gemeinderats eingeladen hat. Anwesend waren der Stadtpräsident, der Sicherheitsdirektor sowie der Regierungsstatthalter. Wir waren uns einig, dass das Sicherheitskonzept überarbeitet werden muss und dass die Polizei bei der Erarbeitung dieses Sicherheitskonzepts mit am Tisch sein muss. Das war noch, bevor der Stadtrat den neuen Leistungsvertrag genehmigt hat. Nachher las ich in der Zeitung, das Sicherheitskonzept sei überarbeitet worden. Es war eine der Grundlagen für die Leistungsvereinbarung, die man dem Stadtrat vorlegte. Die Polizei war indessen nicht einbezogen worden. Ich habe daraufhin nicht verkündet, ich sei empört. Ich stelle es einfach fest.

Bei den Ziffern 2 und 3 ist die Antwort der Regierung ganz klar: Gewalttätige Personen nutzen das ungenügende Sicherheitssystem. Deshalb wollten wir es zusammen mit der Polizei überarbeiten. Auf der zweiten Seite der Antwort ist in aller Deutlichkeit dargestellt, worin das Problem besteht. Niemand hat etwas gegen den Kulturbetrieb in der Reithalle – auch ich nicht. Beispielsweise nutzen aber 20 bis 40 gewaltbereite 031er die grosse Menge der Kulturkonsumenten, um sich in die Reithalle zurückzuziehen. Das erschwert die Ermittlungen und das Einleiten von Strafverfahren. Oder glaubt etwa jemand in diesem Saal, dass die 800 bis 900 Kulturkonsumenten einen Gewaltbereiten oder Gewalttätigen der Polizei melden würden? – Das ist das Problem. Deshalb muss die Polizei verhältnismässig handeln. Das ist genau die Aussage des Präsidenten des Polizeiverbandes. Und das macht die Polizei. Deshalb ist die Antwort der Regierung zu den Ziffern 2 und 3 nachvollziehbar. Ich finde auch, dass sie in dieser Form stimmt. Ich danke für die Abstimmung.

**Le président.** Wir stimmen zifferweise ab und über die Abschreibung jeweils separat. Wer Ziffer 1 der Motion zustimmen will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 1)

---

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 51

Non 87

Abstentions 9

**Le président.** Der Rat hat Ziffer 1 abgelehnt. Wer Ziffer 2 der Motion zustimmen will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 2)

---

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 131

Non 14

Abstentions 0

**Le président.** Der Rat hat Ziffer 2 angenommen. Wer Ziffer 2 abschreiben will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (classement du ch. 2)

---

Décision du Grand Conseil :

Classement

Oui 76

|             |    |
|-------------|----|
| Non         | 65 |
| Abstentions | 5  |

**Le président.** Der Rat hat Ziffer 2 abgeschrieben. Damit kommen wir zu Ziffer 3, wer diese annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 3)

---

Décision du Grand Conseil :

Adoption

|             |     |
|-------------|-----|
| Oui         | 129 |
| Non         | 6   |
| Abstentions | 11  |

**Le président.** Der Rat hat Ziffer 3 angenommen. Wer Ziffer 3 abschreiben will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (classement du ch. 3)

---

Décision du Grand Conseil :

Classement

|             |    |
|-------------|----|
| Oui         | 72 |
| Non         | 70 |
| Abstentions | 3  |

**Le président.** Wer Ziffer 4 der Motion zustimmen will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 4)

---

Décision du Grand Conseil :

Rejet

|             |     |
|-------------|-----|
| Oui         | 40  |
| Non         | 101 |
| Abstentions | 5   |

**Le président.** Der Rat hat Ziffer 4 abgelehnt.